Le Soir
PANORAMA
Le Soir sur Internet :
http:www.lesoirdalgerie.com
E-mail :
info@lesoirdalgerie.com

Nous avons besoin d'une sérieuse réforme de l'État

L'Algérie attend toujours de relever les défis de la décennie 2000. Ils sont au nombre de trois et nous avons souvent eu à les évoquer :

1/ Rechercher et obtenir une croissance économique forte, soutenue et endogène, c'est-à-dire qui s'alimente elle-même. Il faut, ici, changer de régime de croissance. Il faut fabriquer de la croissance autrement.

2/ Chercher de manière permanente à améliorer la compétitivité des entreprises pour les aider, en contexte d'ouverture commerciale, à reconquérir les parts de marché intérieur perdues mais aussi et surtout à se faire une place sur les marchés extérieurs. Il faut ici mettre en œuvre une politique de l'offre, c'est-à-dire s'occuper sérieusement des problèmes que vit l'entreprise.

3/ Renforcer, sans discontinuer, la cohésion sociale mise à mal ces dernières années, ce qui passe nécessairement par une amélioration du bien-être social de chacun. Il faut ici l'élaboration et la mise en œuvre d'une politique sociale de rattrapage. Pour relever ces défis, l'Algérie a besoin d'une autre gouvernance et celle-ci suppose une réforme de l'Etat. Mais réformer l'Etat suppose et exige la mise à plat des politiques publiques. C'est bien en fonction de la nature les politiques publiques que l'on veut mettre en œuvre qu'on dessine l'Etat, son organisation et ses structures dont on a besoin. Quel est aujourd'hui le contenu des politiques publiques ? Quelles nouvelles orientations leur donner à l'avenir ? Comment les rendre plus efficaces au moment où les citoyens, et notamment les plus exposés socialement, demandent plus d'Etat. Ce sont toutes ces questions qui prédéterminent le sens à donner à la réforme de l'Etat. Dans le cas de notre pays, il faut bien se rappeler que la responsabilité sociale de l'Etat est une revendication forte des Algériens, revendication qui est inscrite dans le mouvement de libération nationale. Cette revendication est d'autant plus légitime que le pays dispose d'une rente qui appartient à toute la nation et dont chacun revendique une part. L'Etat est soumis à l'impératif de la redistribution. Mais dans le même temps, l'équilibre des finances publiques et donc la gestion rigoureuse du budget de l'Etat sont des contraintes fortes dans un pays où, jusqu'à présent, l'essentiel des ressources financières provient d'une richesse non renouvelable.

La réforme de l'Etat suppose la révision générale des politiques publiques (RGPP)

En Algérie, quel contenu peut avoir cette RGPP ? L'idée est simple à énoncer mais difficile à concrétiser : il faut rendre l'Etat plus efficace dans la conception et la réalisation des politiques publiques en évitant d'obérer les finances publiques et d'aggraver les déficits budgétaires. En un mot comme en mille, il s'agit de gérer efficacement les actions sociales de l'Etat sans les amoindrir. Le problème, on le voit, n'est pas simple à résoudre. Nous avons d'un côté, une attente de plus d'Etat de la part des citoyens, un retard important à combler dans la qualité du service public et particulièrement dans les domaines de la santé et de l'éducation, donc une responsabilité sociale de l'Etat lourde à assumer et, de l'autre côté, des exigences d'orthodoxie financière pour éviter aux générations futures une dette publique trop lourde sinon impossible à porter. L'exercice de révision des politiques est, on le voit, complexe et redoutable. Toute action de l'Etat doit être soumise à l'impératif de performance, d'efficacité mais en même temps l'Etat ne peut pas, ne doit pas être géré comme une entreprise.

Le second problème à résoudre pour réussir la réforme de l'Etat touche à la nécessaire construction d'un consensus gouvernement-syndicat-usagers. Le dialogue social doit être au cœur de la réforme de l'Etat.

La révision générale des politiques publiques (RGPP)

Les politiques publiques sont des fonctions assumées par l'Etat et par lesquelles il redistribue aux citoyens, sous forme directe ou indirecte, une partie des richesses dégagées par la nation. Il utilise pour cela, les impôts qu'il collecte ainsi que l'instrument budgétaire. Les transferts sociaux constituent le vecteur de redistribution utilisé par l'Etat. Avec la crise économique et les difficultés financières qui en découlent, le financement des politiques publiques devient de plus en plus difficile. L'Algérie, en situation d'embellie financière, depuis ces dernières années, ne doit pas être grisée par la manne pétrolière et perdre de vue les problèmes de financement des politiques publiques, problèmes qui apparaîtront plus vite qu'on ne le croit.

Deux thèses sont développées au sujet de cette question du financement des politiques publiques :

1/ La première préconise que l'Etat se retire et réduit de manière significative ses politiques publiques, laissant au marché le soin de distribuer les services collectifs. L'Etat réduit le périmètre de solidarité et évite ainsi les impasses financières qui le menacent.

2/- La seconde thèse défend l'idée selon laquelle l'Etat maintient ses politiques publiques mais procède à une révision de leur gestion en cherchant à faire des économies, à lutter contre les gaspillages, mais sans remettre en cause la protection des citoyens contre les risques. Cette protection doit rester une fonction principale de l'Etat mais gérée plus efficacement.

Nous pensons quant à nous que les politiques publiques ont toujours été articulées autour d'une conception de l'Etat, agent protecteur-redistributeur. Toutes ces dernières années ont été marquées par le triomphe de l'Etat-providence, un Etat qui, pour assurer la protection sociale, se fonde sur le service public et repose sur de nombreuses entreprises publiques. Le maintien de cet Etat-providence est aujourd'hui remis en question. Avec la mondialisation libérale et ses exigences de compétitivité, l'Etat-providence agent actif de la solidarité sociale devient l'Etat régulateur, cet Etat qui se caractérise par un rétrécissement du champ du service public et du périmètre de solidarité. Cet Etat repose sur un secteur public modeste, un service public nouveau où la gestion par le privé n'est pas exclue et est même, dans certains cas, encouragée. Dans cet Etat régulateur, un dilemme apparaît et n'a pas trouvé encore à ce jour de réponse satisfaisante :

1/ La crise sociale, la paupérisation, l'exclusion et le développement des inégalités que charrie la mondialisation entraînent, de la part de la

Par Abdelmadjid Bouzidi
abdelmadjidbouzidi@yahoo.fr

société, une demande de l'Etat de plus en plus forte. En Algérie, cette demande d'Etat est encore plus forte car plus légitime.

2/ La crise financière des Etats, plus forte aujourd'hui qu'elle ne l'a été jamais, l'exigence de compétitivité des entreprises nécessitent une réduction des dépenses publiques, c'est-à-dire en fait, une réduction des transferts sociaux aux ménages (santé, pensions, allocations familiales…) et une diminution des charges sociales payées par les entreprises. On le voit, l'équation n'est pas simple à résoudre et la réforme de l'Etat qui attend l'Algérie reste un enjeu capital. Et la question se complique lorsqu'on y ajoute le dossier de la nouvelle articulation qu'il faut construire entre Etat central et gouvernance du développement local. Nos futurs constituants ont ici du blé à moudre à l'occasion de l'élaboration de la prochaine Constitution.

A. B.

POUSSE AVEC EUX !

Des envies de fermer les yeux dans l'espoir d'oublier comment les rouvrir !

Par Hakim Laâlam

laalamh@yahoo.fr
laalamhakim@hotmail.com
hlaalam@gmail.com

55% des Algériens refusent qu'une femme devienne présidente de la République. Et les 45% restants ?

Ils se tâtent !

Des envies d'île déserte. Des envies très fortes. Des envies de bazarder mon téléphone mobile. Des envies très fortes. Des envies de débrancher pour toujours mon lap-top. Des envies très fortes. Des envies de résilier mon contrat ligne mixte-téléphone et Internet. Des envies très fortes. Des envies de ne plus ouvrir un journal. Des envies très fortes. Des envies de mettre sur cales la voiture et de fermer à double tour la porte de l'appartement. Des envies très fortes. Des envies d'envoyer valdinguer la porte, l'appartement et surtout l'œil de bœuf et la sonnette. Des envies très fortes. Des envies de stop-bruit. Des envies très fortes. Des envies d'amnésie. Des envies très fortes. Des envies de désensibilisation totale. Des envies très fortes. Des envies de surdité et d'autisme. Des envies très fortes. Des envies de monde intérieur clôturé de barbelés acérés et gardé par des dobermans sans lien de parenté avec ceux du FLN. Des envies très fortes. Des envies d'évasion interne et sans destination connue. Des envies très fortes. Des envies de téléportation sans vrai plan de vol et avec un risque zéro de me crasher ici. Des envies très fortes. Des envies d'aéroports avec des billets en aller simple. Des envies très fortes. Des envies de fausses adresses. Des envies très fortes. Des envies de déguisement. Des envies très fortes. Des envies de papiers falsifiés et d'identité nouvelle. Des envies très fortes. Des envies de faux nez et de vrai départ. Des envies très fortes. Des envies de rumeurs de disparition non démenties. Des envies très fortes. Des envies de brûler les bouts de mes doigts et les empreintes qui vont avec. Des envies très fortes. Des envies d'écouter seul pousser mes rides au coin de nulle part, à la croisée de rien du tout, avec pour seul but d'arriver au centre d'ailleurs. Des envies très fortes. Des envies de fermer les yeux. Des envies très fortes. Des envies de les rouvrir et de découvrir que tout a disparu entre-temps. Des envies très fortes. Des envies de passer l'éponge sur avant, sans en laisser une miette aux chiens renifleurs. Des envies très fortes. Des envies de caves humides et de provisions pour longtemps. Des envies très fortes. Des envies de refermer le livre à force de me cogner aux pages. Des envies très fortes. Des envies de calfeutrer ma porte avec des lambeaux de nuages transitant par erreur au-dessus d'un chez moi pathétique. Des envies très fortes. Des envies de ne plus avoir envie. Des envies tellement fortes que cela en devient nausée. Des envies de dormir sur une étagère du service des objets trouvés avec consigne ferme au policier de permanence de ne pas me réveiller avant le prochain départ de l'arche de Noé. Des envies très fortes. Voilà les seules envies dont j'ai… envie lorsque je lis les résultats de ce sondage arabo-américain publié hier par plusieurs journaux et qui nous apprend, entre autres, que 60% des Algériens veulent des lois respectueuses de la Charia. Que 55% des Algériens refusent qu'une femme devienne 1er ministre ou présidente de la République. Ou encore que 34% des femmes algériennes autorisent leurs maris à prendre une seconde épouse. Des envies de me demander de plus en plus si ça vaut encore le coup de fumer du thé pour rester éveillé à ce cauchemar qui continue. Des envies très fortes.

H. L.

P. S. : Je serai demain jeudi, à 16 heures, à l'Institut français d'Annaba, 8 boulevard du 1er-Novembre-1954. Je vous y donne rendez-vous pour une rencontre sans chichi. Juste l'occasion de papoter un peu, d'échanger, sans prise de tête.

Le Fumeur de Thé